



**PRÉFET  
DE L'AIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PRÉFECTURE DE L'AIN**

**Direction des collectivités et de l'appui territorial  
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme  
et des installations classées**  
Références : FDS

**Arrêté préfectoral  
fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter  
de la Société TORAY-FILMS EUROPE à SAINT-MAURICE-DE-BEYNOST**

**Le préfet de l'Ain,**

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45 et R.181-46;
- VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 1999 autorisant la Société TORAY-FILMS EUROPE à exploiter une unité spécialisée dans la fabrication de polymères et de films polyester et polypropylène à SAINT-MAURICE-DE-BEYNOST ;
- VU le porter à connaissance adressé le 3 mars 2020 par la Société TORAY-FILMS EUROPE concernant l'installation temporaire d'une chaudière de secours et la demande de dérogation pour la hauteur de la cheminée de cette chaudière ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 30 mars 2020 ;
- VU la notification au demandeur du projet d'arrêté préfectoral ;
- VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDERANT que la mise en place d'une chaudière temporaire de secours est nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'établissement pendant les travaux de requalification périodique de la chaudière CH5 ;

CONSIDERANT que cette modification ne constitue pas une modification substantielle ;

CONSIDERANT le caractère provisoire de cette installation, le fonctionnement uniquement en secours et l'éloignement des premiers immeubles occupés par des tiers ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 18 juin 1999

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> : Autorisation temporaire d'une chaudière de secours**

La Société TORAY-FILMS EUROPE, dont le siège social est situé Place d'Arménie – 01700 Saint-Maurice-de-Beynost, est autorisée à installer une chaudière de secours pour ses installations situées Place d'Arménie – 01700 Saint-Maurice-de-Beynost.

**Article 2 : Durée**

L'autorisation est accordée à compter de la notification du présent arrêté jusqu' au 31 juillet 2020.

.../...

### **Article 3 : Hauteur de la cheminée**

Le conduit de rejet de l'installation temporaire n'est pas raccordée à la cheminée de la chaufferie de l'usine. La hauteur de la cheminée de l'installation temporaire est fixée à 10 mètres.

### **Article 4 : Valeurs limites d'émissions – surveillance**

Les rejets atmosphériques de la chaudière de secours doivent respecter les valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :

- \* NOx : 100 mg/Nm<sup>3</sup>,
- \* CO : 100 mg/ Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant est tenu de faire réaliser une mesure des rejets atmosphériques de la chaudière temporaire dès la première période de fonctionnement de plus de 5 jours consécutifs.

Les résultats devront être transmis, dès réception, à l'inspection des installations classées.

### **Article 5 : Autres dispositions**

L'exploitant est tenu de notifier au préfet de l'Ain, le retrait de l'installation sous un délai de 8 jours à compter dudit retrait, en précisant :

- \* le nombre d'heures de fonctionnement effectif de l'installation,
- \* la quantité de gaz consommée par l'installation pendant son fonctionnement.

### **Article 6 :**

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-MAURICE-DE-BEYNOST pendant une durée minimum d'un mois (l'extrait devant préciser qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée pour mise à la disposition du public aux archives de la mairie). Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire au préfet.

- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée de quatre mois.

### **Article 7 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de l'affichage du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

### **Article 8:**

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la SA TORAY FILMS EUROPE - Usine de ST MAURICE-de-BEYNOST - Place d'Arménie - MIRIBEL CEDEX ;

- et dont copie sera adressée :
  - au maire de SAINT-MAURICE-DE-BEYNOST, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;
  - au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à Bourg-en-Bresse, le 15 mai 2020

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur des collectivités et de l'appui territorial,



Arnaud GUYADER

